

La violence qu'exercent les bénévoles dans les ONGs et les ASBLs (les organisations d'«aide à la personne») sur les individus en situation de précarité ou d'urgence, qu'elle soit symbolique ou verbale, consciente ou non, est constante, rarement remise en question et trop souvent excusée.

D'abord, nous allons distinguer trois profils-types distincts dans les personnes qui font du bénévolat. Ce ne sont pas des profils exclusifs, et évidemment que les personnes ont plus d'individualité, c'est simplement une manière de simplifier la réalité, qui permet expliquer les dominations et les violences par rapport au profil-type d'une personne.

Ces profil-types sont utilisés à la manière de Max Weber qui a théorisé les idéaux-types pour « améliorer l'intelligibilité des phénomènes (...) et non la réification de chacune des classes de cette partition. ».

Beaucoup de stagiaires entament une mission humanitaire dans le cadre de leurs études en science politique, en géographie ou en sciences humaines pour compléter leur cursus. Le second type serait les « engagé·sx » qui participent grâce à leurs moyens, et qui culpabilisaient de ne pas agir conformément à leurs valeurs. Il y a les « community members » qui sont les personnes en situation de précarité/insécurité matérielle ou psychologique, ou qui l'ont été, qui peuvent être dans une démarche de réinsertion sociale, ou qui voient dans le bénévolat une manière, peut-être, de combattre leur situation. Il est cependant évident que la première raison qui encourage une personne à faire du bénévolat, c'est généralement la volonté d' « aider les autres », ou en reprenant la formulation de Tania Li ; d'« agir pour les autres » qui est commune aux trois profils-types.

Tania Li utilise les termes « *the will to improve* » (traduit en français par « agir pour les autres ») pour décrire comment les puissances politiques prennent des décisions qui ont pour but d'améliorer la vie des personnes dominées, dans l'île de Sulawesi en Indonésie, et comment ces décisions sont plus ou moins néfastes pour ses populations.

Déjà, nous pouvons relever un premier problème ; c'est la distinction entre les « autres » et les « aidant·sx ». On s'ancre de nouveau dans un paradigme qui dissocie les communautés, et qui peut faire penser à la proposition périmée et extrêmement problématique d'opposer nature et culture. Cette opposition a pendant longtemps banalisé l'approche évolutionniste de l'anthropologie et des sciences humaines.

L'évolutionnisme, c'est étudier une population dans le prisme qu'il existe d'un côté des sociétés « évoluées », c'est-à-dire, selon elle, développées technologiquement (donc les sociétés occidentales) et de l'autre, des sociétés « primitives » ; donc peu développées, en retard, et qui seraient alors une sorte de persistance du passé. Étudier, ou penser le monde de cette manière, c'est marquer un grand partage entre l'occident et l'orient, et autoriser les dominations coloniales. C'est par ailleurs ce qu'il s'est passé en Iraq, lorsque l'armée américaine, sous l'excuse de libérer les femmes voilées de l'oppression patriarcale, a envahi le pays.

Marquer une séparation entre un groupe « aidant » et un groupe « à secourir », c'est une base solide et intangible qui permet la mise en place de dominations et de violences, car les « aidant·e·sx » peuvent donc imposer leur autorité sous le prétexte de la bonne action. Les organisations ont cru qu'il serait suffisant de permettre aux « community members » de participer au bénévolat pour limiter l'écart entre les personnes, et qu'iel·sx fassent savoir ce dont ont réellement besoin les personnes qui peuvent « bénéficier » des services des organisations. Cependant, lors des rares fois où on leur laisse une place pour s'exprimer, leur point de vue est tout autant aussi contesté que s'il s'agissait d'une personne non-bénévole. Je ne fais pas de normativité entre les community members et les bénéficiaires ; les community members se sont vu proposé·e·x par l'organisation une place au sein de l'ONG, donc on pourrait supposer que leurs voix aient plus de poids que celle d'ure·x bénéficiaire. Ne pas écouter les personnes concerné·e·sx sur leurs propres besoins et leur imposer des « solutions » sans en comprendre les conséquences, surtout lorsque cette imposition est exercée par une personne privilégiée, c'est une forme de domination.

Si l'on considère qu'une personne est « à secourir », on considère qu'elle ne peut pas se débrouiller seule. Cela ouvre alors la porte à la sur-infantilisation des personnes en situation d'urgence, qui souvent sont des personnes racisées. De plus, la plupart des bénévoles stagiaires et engagé·e·sx proviennent d'une classe moyenne haute, voire privilégiée, sont en étude, se trouvent dans leur vingtaine, et donc iel·sx se mettent à infantiliser un groupe beaucoup plus diversifié, et souvent plus âgé. L'un des premiers cas d'infantilisation, qui peut paraître anodin : c'est de répondre « non » à une demande. C'est gênant pour le·la·x bénévole de refuser de donner des fournitures (vêtement, produit d'hygiène, outils) et des denrées, alors deux possibilités s'offrent à iel·x ; un « non » catégorique, qui sonne comme une punition, ou jouer de ce « non » en le tournant en blague, alors que la demande concerne souvent un besoin primaire. Aucune explication n'est fournie quant à la raison de ce refus, tout comme ure·x parent·e·x peut s'extorquer des explications lorsqu'il s'agit de dire « non » à son enfant. Les bénévoles ont pris le réflexe de dire « non » plutôt que de comprendre d'où et de qui provient la demande, parce que les personnes privilégiées sont persuadées de mieux savoir ce dont une personne en situation de précarité a réellement besoin. Et cela, on peut même en témoigner en France, où ce sont les élites qui décident des politiques d'aides sociales. De manière générale, les adultes s'occupent des demandes des enfants car iel·sx ne savent pas quels sont leurs besoins ni comment les satisfaire, or, on considère les bénéficiaires de la même manière, en leur fournissant nous-mêmes des biens qui ne les satisfassent souvent pas et qui ne répondent pas forcément à leurs demandes.

Suite à ce « non », la· lex bénévole estime que la personne qui a exprimé la demande doit lui obéir ; ne pas insister. Hannah Arendt, politologue, voit l'obéissance comme une situation spécifique à l'enfance ; les adultes doivent être libres de désobéir au pouvoir mis en place, cela assurerait la liberté. Cela peut être intéressant de faire un parallèle ici avec l'obéissance dans les structures humanitaires ; si seul·e·sx les enfants obéissent, il est infantilisant de demander à un adulte d'obéir à ure·x bénévole.

Hannah Arendt a développé l'idée que seul·e·sx les enfants bénéficient de l'autorité lorsqu'il s'agit d'un contexte éducatif, et donc que l'obéissance est nécessaire pour les enfants afin

qu'ielsx devienne des adultes responsables (ce qui peut déjà être rediscuté). Elle considère que l'obéissance des adultes est problématique, car ielsx devraient être capable de questionner et de s'opposer à l'autorité. Une situation où les adultes obéissent signifierait une situation de domination dans un contexte de totalitarisme politique.

L'infantilisation, c'est donc estimer que les personnes ne savent pas ce qu'elles veulent, et donc risquent de faire le mauvais choix. Empêcher une personne, de manière plus ou moins directe, de faire ses propres choix, et la placer sous une sorte de tutelle où c'est le·lax bénévole qui lui donne ce qu'ielsx estime être « juste », ça peut aussi être vu comme une forme de déshumanisation, car on retire la dignité de faire un choix à une personne. Or l'action du choix est déterminante et indispensable pour qu'une personne soit respectée en tant qu'être humain. On estime que toustesx ont les mêmes besoins, sans prendre en compte l'individualité et la spécificité de ces personnes.

L'imposition par le·lax bénévole de ce dont peut ou ne peut pas bénéficier une personne est tendanciellement mal faite car, en effet, les bénévoles sont excessivement mal préparé·sx et très peu formé·sx. Les stagiaires et les engagé·sx proviennent généralement de la classe moyenne voire supérieure, ont énormément voyagé dans leur vie, sont presque parfaitement bilingue, et sont engagé·sx dans un cursus universitaire de trois à cinq ans. Ielsx forment donc une population au capital culturel et scolaire supérieur à la moyenne. Cependant, le capital culturel et scolaire acquis ne signifie pas que l'on sache prendre une décision qui respecte l'intégrité des personnes qui sont concerné·sx, ni que l'on sache gérer de manière juste une mission humanitaire, et encore moins une relation dominé·x – dominant·x.

Ces personnes privilégié·sx sont souvent familières avec les critiques à l'égard du *white saviorism*, mais il semble que ielsx estiment que ce principe ne s'applique qu'aux influenceuse·sx qui partent dans les pays du Sud global, et qui publient leurs selfies avec des enfants « heureux malgré leur misère ». Mais, on en a vu parmi ce groupe de « bons » bénévoles agir de la même manière. Les Américain·sx ou Australien·sx qui viennent en Europe pour « sauver » notre « crise migratoire » alors que des gens meurent à la frontière mexicaine et que le niveau de difficulté d'intégration sociale pour les personnes de couleur est de plus en plus élevée en Australie (voir Ghassan Hage, *White Nation : Fantasies of White Supremacy in a Multicultural*, 1998). Les Français·sx qui préfèrent aller au soleil et à la plage en Grèce plutôt que de prendre en considération les associations locales d'« aide à la personne », c'est aussi une forme de *white saviorism*. On préfère s'occuper des problèmes de *far away and long ago*, car ce qui est « peu commun » nous touche d'avantage et nous pousse plus à agir que ce qui se passe dans notre quotidien.

On peut évidemment nuancer, il faut des bénévoles pour que les structures fonctionnent, et si ces structures vont recruter à l'étranger, c'est aussi parce qu'elles ne trouvent personne localement. Toustesx les bénévoles ne partent pas une seule fois en vacances humanitaire, certain·sx continuent leur engagement dans leurs études, localement, où on agit par le passé. Cependant, le voyage est un facteur très attrayant, parce que les personnes privilégiées adorent « découvrir de nouvelles cultures ». Aussi, c'est assez évident, mais se renseigner sur le *white saviorism*, ce n'est pas assez pour supprimer ses positions de sauveur·se·x colonialiste.

Les personnes qui font du bénévolat sont souvent incompétente dans le travail social (dans le sens où ielsx n'ont pas d'expérience au préalable, encore moins de diplôme en tant qu'assistant·e·s sociaux), et comme écrit plus tôt, sont excessivement mal préparé·sx et très peu formé·sx. D'abord, les conditions d'admission dans une ASBL ou dans une ONG sont minimales ; on nous demande, souvent par un formulaire en ligne, pourquoi on veut s'engager, puis on a un entretien, souvent à distance. Les informations que l'on donne ne sont pas révélatrice d'à quel point on compte s'engager, ni de nos compétences. Ensuite, on arrive sur le terrain sans informations, on nous fait lire un code de conduite qui est plus ou moins similaire entre les organisations ; la plus grande différence qui peut se faire c'est à quel point le·la·x bénévole engagé·e·x ou stagiaire doit prendre ses distances avec les personnes qui utilisent les services. En gros, il y a les ONGs qui suppriment toute distance au point où tout le monde dort dans le même lieu et celles qui créent une séparation nette entre les personnes, où aucun attachement n'est toléré. On a donc aucune formation, même s'il peut y avoir des « trainings » très court ; ce sont des réunions de plus ou moins une heure. Les trainings ne sont de toute façon pas assez nombreux et réguliers pour qu'ils aient une vraie influence sur nos manières d'agir sur le terrain. À cause de ce manque, les bénévoles sont incapables d'agir correctement ni dans les situations quotidiennes, et encore moins dans les situations stressantes ; on ne garde pas notre calme, on fait du favoritisme, on parle de manière rude à des personnes fragilisé·sx, on prend des décisions trop rapidement. Ni les bénévoles ni les organisations ne font un travail pour instruire les personnes sur le contexte migratoire, le contexte socio-historique des pays qui poussent les personnes à fuir, sur la situation de précarité dans les villes ou sur la crise sociale pour le cas des ASBLs, et cela malgré les demandes. Dans n'importe quel travail, il est évident qu'il faille disposer d'informations sur son domaine pour exercer correctement, or ici, alors que les personnes avec qui on travaille sont dans des situations urgentes, aucun requis n'est nécessaire. Les stagiaires peuvent avoir plus d'informations grâce à leurs études mais on ne laisse pas la place pour organiser des discussions autour de ces sujets. Cela entraîne alors des dérives dans les manières d'interagir et inconsciemment, on minimise ce que les personnes vivent et ce qu'elles ont vécu, par notre ignorance. On supprime leurs histoires, et donc leurs individualités, comme si toustesx vivaient la même chose.

Quand on minimise les souffrances, lorsqu'une personne vient vers nous se confier, ou nous demander un service, les bénévoles supposent d'emblée que la personne exagère, voire ment. Les bénévoles doutent toujours du degré de vérité de ce qu'on leur raconte. Les organisations et ASBLs, ayant des fonds limités, préfèrent considérer une « présomption de mensonge », plutôt que de risquer de dépenser plus de ressource pour une seule personne. Cette économie des ressources mène les ONGs et ASBLs à agir contre leurs propres valeurs ; la dignité des personnes n'est pas respectée, leur niveau de vie n'est pas amélioré et elles ne sont pas traitées de manière juste.

La violence des bénévoles peut aussi être due au trop plein psychologique qu'ielsx subissent ; la détresse psychologique des bénévoles ne sera jamais aussi intense que celle des personnes qui vivent dans des camps ou dans la rue, elle existe uniquement par le fait d'être privilégié et témoin de situations où des personnes sont traitées inhumainement. Et que, de

toute manière, il n'y a rien de vraiment utile qui puisse être fait. Certain·e·sx bénévoles, parce qu'iel·s n'ont aucun soutien psychologique (il n'y a pas de psychologues dans la plupart des ASBLs et ONGs qui sont spécialisé·e·sx dans le soutien des bénévoles) se retrouvent à devoir gérer leur santé mentale, et celle de leur collègues, en même temps que le travail de bénévole ; on est dans un terrain fertile au burn-out. Alors, cela a un impact sur leurs actions et leurs agissements envers les personnes les plus vulnérables. Tandis que d'autres se permettent d'étaler leur mal être psychologique à des inconnu·e·sx, qui sont dans des situations plus complexes, et donc ont sûrement d'autres soucis à gérer plutôt que d'écouter des problèmes de riches. Il serait extrêmement problématique de faire passer un test aux potentiels bénévoles pour vérifier si leur état psychologique est assez stable pour leur permettre de travailler dans un tel contexte, et ce n'est pas du tout le propos. Alors, il est absolument nécessaire que les bénévoles soient accompagné·e·sx dans leur travail.

Le fait que les structures reposent sur des bénévoles trop faillibles écarte le caractère juste et bon du bénévolat. Aucune manière de faire du bénévolat ne semble être correcte car ce n'est pas assez théorisé et remis en question. Le problème est qu'on ne peut se reposer sur les États ou les organisations européennes d' « aide à la personne » qui déciment leurs effectifs et qui ont des politiques questionnables. On a l'impression de se trouver dans une impasse, tiraillé·e·x entre mal agir, mais en concordance avec ses valeurs ou ne rien faire.

+ + +